

Les subsides

M. Riis: C'est un budget équilibré.

M. Evans: Il est équilibré grâce aux recettes découlant des ressources dont seules deux provinces canadiennes sont pourvues. Ce budget est équilibré grâce à ces recettes. Telle est la provenance de ces recettes, c'est-à-dire que toutes les autres provinces équilibrent le budget de la Saskatchewan. N'est-ce pas magnifique? Mais que dire de l'Île du Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve, du Québec, de l'Ontario et du Manitoba?

Une voix: Des gouvernements conservateurs.

M. Althouse: La plupart des recettes ne proviennent pas du pétrole de la Saskatchewan. Vérifiez les faits.

M. Evans: C'est fou ce qu'on peut être naïf!

M. Wilson: Vous êtes bien placé pour le savoir.

M. Huntington: La naïveté, cela vous connaît.

M. Evans: L'un des vrais problèmes auxquels nous avons dû faire face lors de la préparation du dernier budget—et il nous faut revenir en arrière et examiner ce qui est à la source de nos problèmes et de ceux des pays occidentaux comme les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France, et que le député de Capilano (M. Huntington) a bien cerné—c'est la façon dont le régime fiscal fonctionne, le genre de fardeau que les impôts constituent pour la créativité, la croissance et la productivité dans notre société, comme d'ailleurs aux États-Unis et en Europe occidentale, car il met un frein à tout.

M. Wilson: Que dire de la hausse fiscale de 31 p. 100?

M. Evans: Voyez ce qui s'est produit à la fin des années 60 et au début des années 70. C'est là que les États-Unis ont essayé de financer une guerre en imprimant de l'argent au lieu d'augmenter les impôts.

M. Wilson: Que financez-vous avec cette hausse de 31 p. 100?

M. Evans: Voilà exactement ce qui s'est alors produit. Les pressions inflationnistes se sont accumulées aux États-Unis et au Canada. En même temps, et parce que nous n'avions pas alors de régime fiscal indexé—les États-Unis n'en ont toujours pas d'ailleurs—l'inflation augmentant et les revenus montant en conséquence, les pressions sont devenues de plus en plus fortes et le fardeau fiscal réel s'est alourdi. En 1967, le fardeau fiscal réel des Canadiens était environ de 6 p. 100. De ce niveau, il est passé à 16 p. 100 en trois ans, soit de 1967 à 1971, peut-être même 1972. Le fardeau fiscal s'est alors accru considérablement. Les gouvernements, ici et ailleurs, ont reconnu que la situation était grave, que l'inflation prenait des proportions incontrôlables, et ont pris des mesures pour la contrecarrer de même que les effets négatifs de l'impôt qui semblaient se faire fort nombreux. Ce ne sont pas seulement les gouvernements qui l'ont senti, mais les Canadiens aussi. Les investissements ralentissaient. Les contribuables se rebiffaient à l'idée de payer toujours plus d'impôts.

À partir de 1973-1974, nous avons beaucoup fait. Nous avons réduit les impôts chaque année, à chacun des budgets. Nous avons allégé la charge fiscale. Nous avons instauré l'indexation. Nous avons introduit dans le système toutes sortes de stimulants. Nous avons prévu des encouragements à l'épargne et à l'investissement. C'est le moyen auquel tous les pays

occidentaux ont recouru pour tenter de venir à bout des problèmes fondamentaux de la lourde imposition, de l'inflation et de la perte d'initiative. Nous avons constaté au cours de cette période des six, sept ou huit dernières années, tant ici qu'ailleurs, que les stimulants que nous avons utilisés ne bénéficiaient pas aux Canadiens sur qui, en fin de compte, retombait la charge fiscale pour les services publics qui n'étaient pas financés par les bénéficiaires de stimulants légitimes, mais que ces stimulants coûtaient plus cher qu'ils ne rapportaient d'avantages économiques aux contribuables, à la société. Quel homme d'affaires—et il y a des hommes d'affaires des deux côtés de la Chambre—ne répugnerait pas à investir dans une affaire année après année plus d'argent qu'il ne lui en revient? Autrement dit, à retirer moins qu'il n'investit. Ici, l'investisseur est contribuable. Une personne sensée ne le ferait pas. Pourquoi donc l'opposition voudrait-elle que le gouvernement persiste à le faire, une année après l'autre? Dans le budget, on a opté pour une autre tactique, une autre approche fondamentalement neuve. On a supprimé certains stimulants qui ne donnaient rien qui vaille, qui ne rapportaient rien, en y substituant une baisse des taux d'imposition.

Certains députés d'en face ont qualifié le budget de socialiste. Quel socialiste a jamais réduit le taux d'imposition marginal? Les socialistes font le contraire; ils haussent le taux marginal. Ils ne le réduisent pas. Quel socialiste les réduirait? Cela joue contre l'entreprise.

Dans notre société, nous avons un système d'indexation très efficace dans tous les domaines, sauf dans ceux du capital et des sociétés. Pourtant, ces deux secteurs sont durement éprouvés par l'inflation. Si le secteur des affaires était atteint, alors pourquoi le gouvernement se préoccuperait-il de l'inflation? La plupart des Canadiens ne sont pas protégés contre l'inflation par l'indexation. Le secteur du capital ne l'est pas. Le secteur qui investit ne l'est pas. Voilà pourquoi l'inflation est importante, si nous voulons assurer la croissance, la création d'emplois et un bel avenir à notre pays.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, il est regrettable que le député d'Ottawa-Centre (M. Evans) ait adopté une attitude aussi négative. D'après lui, la Saskatchewan a équilibré son budget grâce aux recettes provenant des ressources. Je lui signale que, au cours des années 40 et 50, quand notre province était très pauvre, Tommy Douglas réussissait à équilibrer le budget la plupart du temps. Il est très regrettable également que le député d'Ottawa-Centre ait dit—et je pense avoir fidèlement noté ses remarques—que nous avons un budget équilibré parce que l'argent de la Saskatchewan provient de toutes les autres provinces canadiennes. C'est là le genre de remarque négative qui sème la désunion dans tout le pays et dresse les Canadiens contre le gouvernement fédéral et le parti d'en face. Je souhaite simplement que le député soit aussi réfléchi et aussi positif et qu'il fasse preuve d'autant d'optimisme dans ses propos que le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) et le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton), député progressiste conservateur. Si un plus grand nombre de députés se comportaient de cette façon—là au lieu de se livrer à de petits jeux sectaires, peut-être alors les Canadiens auraient-ils beaucoup plus de respect pour notre institution.